La crise anglophone qui secoue le Cameroun fait partie des sujets évoqués le 9 décembre dernier par le Conseil de sécurité de l'ONU. Les pays membres dudit conseil se sont réunis par vidéoconférence pour examiner le rapport du Secrétaire général sur la situation et les activités du Bureau des Nations Unies dans l'Afrique centrale.

Le document présenté par le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), François Louncény Fall, relève que **« La violence a persisté dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Dans ces deux dernières régions, on a continué de signaler des attaques contre les civils, perpétrées par des groupes armés non étatiques et par les forces de sécurité, notamment des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture, des arrestations arbitraires, des destructions de biens, des attaques de représailles, des enlèvements et des viols et d'autres formes de violence sexuelle** *».*

Réagissant sur le cas du Cameroun, la Fédération de Russie a affirmé que *« le problème anglophone trouve ses racines dans la période coloniale ».*

Pour la Russie, le règlement *«* **des problèmes accumulés passe par la table des négociations ». Avant d'appeler toutes les parties à la retenue, la Fédération de Russie note que les États de la région Afrique centrale sont interdépendants, et que**

l’ébranlement d’un pays peut avoir un impact sur un autre. C’est pourquoi « il faut éviter d’interférer dans les affaires intérieures de ces États », insiste-t-elle.

Avec la Chine, la Russie s’est donc opposée à toute ingérence dans les affaires intérieures au Cameroun dans le cadre de la résolution de la crise anglophone. *«* **La Chine estime que la question des régions anglophones au Cameroun relève de ses affaires intérieures. Compte tenu de la nature du problème, la délégation a jugé que le Cameroun est capable de la gérer tout seul »***,* rapporte le BRENUAC via un communiqué.

Situation humanitaire

Les États-Unis quant à eux se sont dits *« profondément troublés »* par la récente augmentation des attaques de groupes armés séparatistes contre des civils, y compris des incendies criminels et des enlèvements.

Le meurtre d’écoliers à Kumba le 24 octobre dernier est particulièrement odieux à cet égard et indique clairement qu’une solution politique est nécessaire pour mettre fin à la violence. *«* **Dans ce contexte, la délégation a exhorté les dirigeants des groupes séparatistes et le gouvernement camerounais à prendre des mesures audacieuses pour renforcer la confiance et aller vers un dialogue constructif »,** informe l’ONU.

Selon le BRENUAC, la hausse de la violence dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l’Extrême-Nord, combinée aux effets de la pandémie de COVID-19, a fait grimper le nombre de personnes ayant besoin d’une aide humanitaire.

Celles-ci sont passées de 3,9 millions avant la pandémie à 6,2 millions à ce jour. Soit 2,3 millions de personnes de plus qu’au début de l’année.

Le plan de réponse humanitaire des Nations Unies en faveur du Cameroun, révisé pour 2020, nécessitait des crédits d’un montant de 391 millions de dollars. Mais seuls 43 % ont été reçus à la mi-novembre.